

NE PAS ENFOUIR ! NI ICI, NI AILLEURS

déchets nucléaires

juin 2010

LETTRE
D'INFO

Ⓟ Ⓢ Ⓣ ⓐ Ⓟ - Collectif meusien contre l'enfouissement des déchets radioactifs (CDR55)
Les Habitants vigilants du canton de Gondrecourt-le-Château

www.burestop.org



La Meuse : belle au dessus et crade en dessous, c'est ça l'avenir ?

Début mars 2010, le gouvernement a donné le feu vert à l'Andra pour annexer la zone de 37 km² (ZIRA) située entre les 4 villages du sud meusien, Bure, Bonnet, Ribeaucourt et Mandres.

Toujours aucun référendum sur la question, on préfère régler le problème à coup de fric, de réversibilité-mensonge, de chantage. Tout ce territoire va être quadrillé au mètre près, des camions-vibrateurs scannent le sous-sol en massacrant le colza au-dessus. Rassurez-vous, les agriculteurs toucheront une compensation financière confortable, le permitteur (nouvelle variété d'agent de l'Andra chargé de préparer le bon déroulement des opérations) arpente la campagne et sait trouver les arguments qui touchent.

Rassurez-vous encore, le président du Conseil général fait monter les enchères, quant à sacrifier la terre meusienne, autant que ça coûte un maximum au pays ; il demande 20 millions d'euros annuels en plus des 30 lâchés jusqu'alors. Et tout ça, avec la/le bénédiction, crédulité, complicité, cynisme, ignorance, naïveté, obéissance, passivité ? -au choix * - de l'immense majorité des élus locaux.

Prenez... et taisez-vous ?

En surface, tout semble aller bien. La Meuse poursuit sa mission soufflée en haut-lieu : elle doit être EXEMPLAIRE. En matière d'énergies renouvelables, les éoliennes fleurissent, le solaire va briller. En matière d'efficacité énergétique, tous les corps de métiers et habitants sont invités à se mettre au vert. En matière de mode de vie, on apprend à co-voiturer et à se cultiver durable...

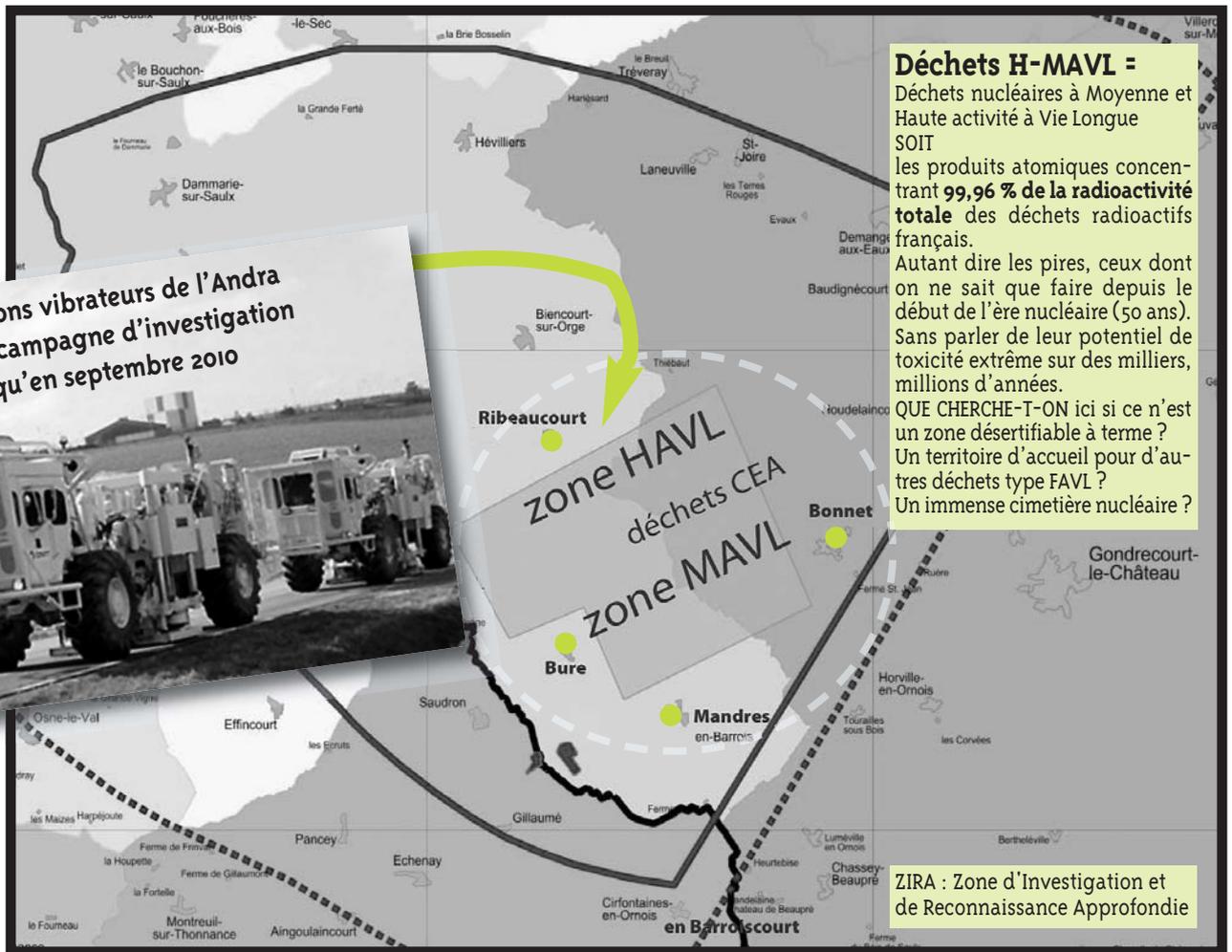
IRRÉPROCHABLE aussi en matière de "fermez-là". Ne dites rien et subissez, pour le pays, la notoriété, le bien de l'humanité. Des déchets nucléaires, y'en a des tonnes, y'en a plein d'autres qui arrivent, alors comme "il faut bien en faire quelque chose", prenez tout le paquet-cadeau et ne la ramenez pas !

Ceux qui ne sont pas contents, qui ne font pas confiance aux résultats miraculeux de l'Andra, qui prévoient la dévalorisation de leur patrimoine, qui refusent de signer un chèque en blanc aux banquiers du nucléaire, qui refusent d'attendre un débat public bidon en 2013 alors que tout est déjà décidé, soit un grand nombre de Meusiens et de leurs voisins, que leur reste-t-il comme perspective d'avenir ?

* plusieurs choix possibles.

sommaire

- 2 - Enfouir : 4 villages retenus !
- 3 - Réversibilité / La surface en +
- 4 - FAVL - Géothermie
- 5 - Manifestations
- 6 - Lavage vert + colonisation
- 7 - Ecololand
- 8 - 9 Des sous, des sous !
- 10 - Atome, apprentis sorciers
- 11 - Brèves - Perles d'élus
- 12 - Points de vue



Les camions vibrateurs de l'Andra font une campagne d'investigation jusqu'en septembre 2010

Enfouir : 4 villages ont été désignés, à leur insu : Bonnet, Mandres, Ribeaucourt, Bure (ZIRA)

Un arrêté préfectoral pris le 23 mars 2010 autorise l'ANDRA à toutes les investigations. Soit l'analyse du sous-sol sur 3700 hectares avec des camions vibrateurs en quadrillant au mètre près toute cette zone ; avec le concours de la force publique si nécessaire. L'opération doit durer plusieurs mois.

C'est un véritable passage en force pour l'enfouissement des déchets nucléaires les plus dangereux. Les habitants des 4 communes de la ZIRA établie fin décembre 2009 n'ont donc plus aucun droit sur leur propriété.

L'Etat avance en piétinant les droits des habitants et accessoirement citoyens

Pourtant le projet d'enfouir, qui se concrétise de plus en plus dans cette zone, pose toujours autant de questionnements et suscite toujours de vives oppositions. Les habitants concernés ne sont absolument pas informés et on ne leur a pas demandé une seule fois leur avis : moins en parle, mieux on se porte ?

Si ces investigations portent atteinte aux cultures dans les champs, l'Etat a prévu un dédommagement confortable des quelques 450 propriétaires concernés, via un "permittent" de l'Andra. L'anesthésiant habituel...

Les populations locales et régionales n'ont jamais été consultées sur ce projet qui les concerne dans leur vie quotidienne et conditionne leur avenir : 45 000 électeurs meusiens et haut-marnais demandent en vain un référendum sur BURE à leurs conseils généraux. C'est ainsi qu'avance le nucléaire : creuser d'abord, discuter plus tard. Mais que tout le monde se rassure, un super grand moment de démocratie est prévu, un débat public en 2013. Un débat "bidon" de plus, la réplique de celui de 2005 sur la gestion des déchets nucléaires.

Bidon, car les conclusions de ces débats (nucléaire, OGM, nano-technologies etc) n'ont aucune valeur de décision. Ne serviraient-ils pas seulement de soupapes collectives et sécurisées d'opinions ?

"Fin 2009, l'Andra a proposé au gouvernement une zone restreinte de 37 km² environ au sein de la zone de transposition, favorable à l'implantation des installations souterraines du stockage. Après validation par le gouvernement, des reconnaissances géologiques approfondies seront menées sur cette zone, à partir de 2010, afin d'affiner les connaissances sur le milieu géologique et de localiser précisément un site d'implantation pour les installations souterraines en vue du débat public". Site internet de l'Andra

Mais qu'est-ce que le débat public vient faire là ? Puisque chaque m² exploré est un pas inexorable de plus vers la poubelle souterraine ?

- CALENDRIER ANDRA / BURE : le grand cirque**
- 2010 et 2011 : reconnaissance dans la ZIRA par l'Andra
 - La zone fait 37 km² soit 3700 hectares
 - 2013 : "débat public", ne pas se fier à l'appellation
 - 2013 : choix officialisé du site, site choisi en haut lieu depuis longtemps
 - 2016 : loi sur les conditions de réversibilité et décret de construction
 - 2017 : début de construction
 - 2025 : arrivée des déchets nucléaires

Réversibilité

le gouvernement joue sur les mots de façon abusive !

Exit le mot "laboratoire", l'ANDRA et le gouvernement utilisent une nouvelle terminologie depuis fin 2009 sur toutes les communications relatives à l'enfouissement : **centre de stockage réversible profond** des déchets de haute activité et de moyenne activité à vie longue.

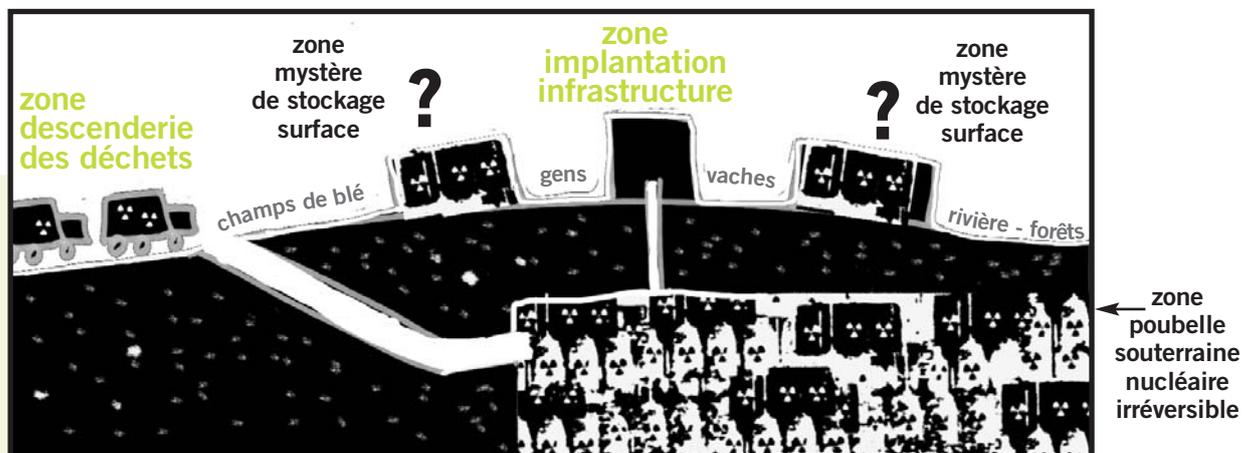
Mme Dupuis, dans une interview à l'ER du 16/02/2010, le dit clairement : "Nous le disons et le répétons : un stockage profond de déchets radioactifs ne sera vraiment sûr à long terme que dans la mesure où il sera fermé définitivement." Elle dit aussi : "La réversibilité, c'est-à-dire l'idée que l'on peut revenir en arrière fait moins peur à l'opinion publique".

Le stockage n'est donc pas réversible ! La réversibilité, selon l'ANDRA, se limite à 100 ans maximum, soit juste la phase de remplissage de la poubelle. Après, on bouclera tout définitivement ! Pourquoi alors faire semblant d'y croire encore pour certains. Pourquoi en faire le sujet principal du débat public de 2013 et du débat parlementaire de 2015 ? Un nouvel écran de fumée, c'est sûr... **Réversibilité ne veut pas dire récupérabilité, soit pouvoir aller récupérer quand le danger sera réel**, et que les colis fuiront, au-delà de 100 ans. Et cela change tout, construire un stockage souterrain où l'on pourrait aller récupérer les colis qui fuient au-delà de quelques siècles ne se conçoit pas du tout comme le futur sarcophage définitif que nous prépare l'Andra. On joue sur les mots, pour mieux masquer les enjeux, pour tromper une fois de plus ou... pour se donner bonne conscience.

Début avril, Le CDR55 a interpellé par courrier divers ministères, l'Andra, la préfecture, le CLIS de Bure. Notre requête expresse : faire cesser cette mascarade et appeler un chat, un chat : **CENTRE DE STOCKAGE DÉFINITIF PROFOND.** Aucune réponse pour le moment !



Extrait page 1 du Journal de l'Andra - Hiver 2009/10



ATTENTION ! Zones d'ombre en surface

Après la ZIRA, l'Andra évoque dans ses dossiers le projet des ZIIS : Zone d'Installation Intermédiaire de Surface. Mais à quel endroit, combien, quelle surface, quels dangers ? Quel statut ?

Impossible jusqu'alors d'avoir des informations précises. Il y aura la descente (départ du tunnel de descente en pente des déchets), un site à l'aplomb de la poubelle souterraine avec les bâtiments administratifs.

Mais aussi une grande inconnue, des zones de stockage temporaire. L'Andra reste on ne peut plus floue sur la question. Bataille disait en son temps, il y aura des zones d'entreposage temporaire, le temps que les colis de déchets refroidissent, une zone d'attente d'environ un siècle. Il s'agirait d'installations nucléaires de base.

Cela veut dire que la Meuse aura tout ? La surface et le souterrain ! Qu'en penseraient les riverains si ils étaient enfin informés de tout ce que cela implique pour leur quotidien et leur futur ? Et si on les consultait maintenant, pas en 2013 (débat public bidon) ?

Et puis... le problème des transports nucléaires à risques reste entier.

BURE+BONNET+MANDRES+RIBEAUCOURT : un futur LA HAGUE sur MEUSE ?

opposition

La commune de Bonnet, l'un des 4 villages concernés par la ZIRA, a établi une délibération, le 20/01/2010, contre tout stockage de déchets nucléaires, en vertu du Principe de Précaution. Le maire a reçu l'arrêté préfectoral comme les autres communes. Il lui aurait été répondu par ailleurs que le débat public de 2013 suffirait pour exprimer toutes les inquiétudes.

Une pétition a été lancée par les Habitants Vigilants du canton de Gondrecourt, avec le CDR55, l'EODRA, le CEDRA, des associations vosgiennes. C'est maintenant qu'il faut se mobiliser !

Pétition dans la Zone concernée

«Etes-vous pour l'enfouissement des déchets nucléaires les plus toxiques à proximité de votre commune ? »

La question doit être posée ! Maintenant ! La pétition circule dans 35 villages par différentes associations 55/52/88. L'occasion aussi de donner des informations "indépendantes" en direct.

Déchets FAVL (dit faiblement radioactifs à vie longue)

Déchets FAVL : ni ici, ni ailleurs

► Les deux communes de l'AUBE Pars-les-Chavanges et Auxon (10), "nominées" au final pour accueillir les FAVL, ont réussi en 2009 à refuser le projet, grâce à la mobilisation. L'Andra n'a plus de communes officiellement retenues mais quelques-unes sont toujours candidates ! Vigilance ! Toutes infos à

burestop.cdr55@free.fr

ET consultez le site www.burestop.org

On ne l'a pas assez dit mais l'Andra et le gouvernement ont essuyé une vraie "défaite" en 2008/2009 lors de leur appel à candidature pour enfouissement des FAVL dans 3115 communes. Grâce à une mobilisation immédiate et d'ampleur, de multiples campagnes d'information, des manifestations, la quasi totalité des municipalités a dit non, ou a re-délibéré sous la pression des habitants. Un bel exemple de mobilisation efficace des réseaux anti-déchets radioactifs partout en France et du Réseau Sortir du nucléaire ! Continuons ! Ce n'est pas fini...

Quelle nouvelle stratégie pour l'Andra maintenant ?

"Le Haut comité à la transparence, à l'information et à la sûreté nucléaire a décidé, lors de sa réunion plénière du 8 octobre 2009, de constituer un groupe d'experts, chargé de mener une réflexion afin de favoriser la poursuite du processus de recherche d'un site pour les déchets FA-VL. L'Andra participe à cette réflexion qui porte sur la démarche d'information et la concertation". (Extrait sur le site internet de l'Andra). L'Andra cherche donc toujours une commune preneuse pour les déchets FAVL... En Lorraine/Champagne-Ardenne, dont on a décidé en haut lieu et de façon arbitraire qu'elles pourraient devenir la poubelle atomique de la France ? La plus grande vigilance s'impose !

Géothermie

Le potentiel géothermique de Lorraine est bien connu depuis le début des années 70, à la suite des travaux du BRGM (Bureau de recherches géologiques et minières) : le top se trouve précisément à Bure.

Or la Règle Fondamentale de Sûreté (RFS) publiée par la direction de la Sûreté nucléaire (en juin 1991) stipule qu'on ne peut choisir de site d'enfouissement qu'en l'absence de toutes ressources naturelles éventuellement exploitables, en particulier la géothermie. Les deux sondages effectués dans la zone de Bure (Montiers et Lézéville) ont confirmé un réel potentiel géothermique (66°C à 1892m). Mais l'Andra a très vite stoppé toute investigation approfondie, comme si elle redoutait une amélioration du score. Aujourd'hui, aucune information ne filtre sur ce sujet.

Et lorsque l'Andra est interpellée là-dessus, elle avance une forte salinité de l'eau et des températures médiocres, donc un potentiel géothermique négligeable. Pourtant, la géothermie offre de solides atouts : ressource du terroir, simplicité/robustesse, coût stable bon marché, risques insignifiants, exemplarité sur le plan environnemental.

L'utilisation de cette énergie contribuerait à un réel développement de l'économie meusienne. Par exemple, pourraient être installées des cultures maraîchères avec des serres chauffées grâce à l'eau du sous-sol.

Gageons que ce genre d'activités serait bien plus attractif qu'une poubelle nucléaire !

Ah, un détail cependant : la RFS-III.2.f a été abrogée par le guide de sûreté relatif au stockage définitif des déchets radioactifs en formation géologique profonde du 12.02.08. Trop contraignante, peut-être ?

Retrouvez le point de vue de géologues indépendants sur notre site internet www.burestop.org Dossier géologie

Première manifestation à Bonnet le 24 avril 2010

BZL/ Maison de la résistance à BURE

Justine et Frank, les deux nouveaux permanents sont arrivés.

N'hésitez pas à les contacter et à leur rendre visite !

Tél : 03 29 45 41 77

prochaine manifestation > à Ribeaucourt
Samedi 26 juin 2010 - 14h - départ Mairie
Contact : habitantsvigilants@orange.fr - burestop.cdr55@free.fr

récap/actions après Bonnet (avril), Mandres et Bure (mai)

« Demain, votre maison ne vaudra plus rien ! »

(Manifestation du 22 mai 2010 à Mandres/Bure)

Les militants antinucléaires ont joué les crieurs publics, hier après-midi, dans les rues de Bure et de Mandres-en-Barrois. Comme Bonnet et Ribeaucourt, ces deux communes du Sud meusien sont situées dans le périmètre de la zone d'intérêt pour la recherche approfondie où l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs prévoit la création du centre national de stockage souterrain des déchets hautement et moyennement radioactifs à vie longue. Objectif des quelques dizaines de manifestants rassemblés derrière l'association des habitants vigilants du secteur de Gondrecourt et le CDR 55 : informer les habitants sur les conséquences de la création d'une installation nucléaire sur leur territoire et les mettre en garde contre le miroir aux alouettes du développement économique fulgurant promis depuis quinze ans. À l'ancienne, donc. Sur le pavé et au mégaphone.

« *Demain, votre maison ne vaudra plus rien !* », lance la porte-parole du collectif meusien contre l'enfouissement des déchets radioactifs, Nadine Schneider, aux deux jeunes gens qui regardent défiler le cortège devant un pavillon, les bras croisés. « *Donnez votre avis, exigez de votre conseil municipal qu'il se prononce. La bonne option, aujourd'hui, c'est de dire non !* »

Jamais avarés de gestes symboliques, les opposants se sont longuement arrêtés devant la maison du maire de Mandres, Xavier Levet, pour mettre des tracts dans sa boîte aux lettres, couvrir son jardin d'autocollants et déposer devant sa porte des pots de fleurs desséchées en guise de plantes irradiées.

Les promesses d'emplois de l'Andra

Toujours au mégaphone, sur fond de sirène hurlante, la porte-parole du mouvement estime que le premier magistrat se trompe quand il croit aux promesses d'emplois de l'Andra : « *Ça fait quinze ans qu'on en promet des centaines et le collège de Montiers est toujours sous perfusion avec quatre-vingts élèves !* », lance-t-elle.

« *Les gens ne resteront pas ici ; ils viendront en mission et repartiront. Monsieur Forbes lui-même, le directeur adjoint du labo de Bure depuis quatre ans, habite toujours à Metz avec sa famille. Maintenant, il va partir pour aller travailler chez Areva ; et après on nous dira que l'Andra est indépendante !* »

Dans les villages, aux fenêtres, les habitants semblent amusés par ce déferlement d'inconnus si inquiets pour eux. Ils ne pourront en tout cas pas dire que personne ne les avait prévenus.

Baptiste BIZE
Est Républicain - 23/05/2010



NON aux camions de l'Andra et à la poubelle atomique sous nos pieds !
SAMEDI 26 juin 2010
TOUS à Ribeaucourt à 14h pour manifester !
Association des Habitants Vigilants du canton de Gondrecourt-le-Château

Colonisation : la Meuse s'est engagée à devenir "un département exemplaire en matière de développement durable, d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique". Merci qui ? Merci BURE !



chantal

Vu à Mandres le 22 mai / manifestation

On nous envie nos **éoliennes**, à terme 205, qui peuvent potentiellement produire 407 mégawatts d'électricité; soit un peu plus de 3% de l'objectif fixé au niveau national lors du Grenelle de l'Environnement.

EDF sillonne le département et visite particuliers et entreprises.

Objectif ? Optimiser l'utilisation des énergies, travailler l'isolation, participer à la **diminution des gaz à effet de serre**.

La Chambre d'Agriculture propose aux exploitants de participer à une opération collective d'**économies d'énergie** et de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Le député du sud meusien lance les rencontres "Nouvelles énergies renouvelables et conditions du développement de l'**énergie photovoltaïque en Meuse**".

EDF construit face au pseudo-labo de Bure un super **bâtiment à haute qualité environnementale** pour y classer ses archives industrielles ; lance un programme "villages propres" baptisés "Villages 2050", un en Meuse et un en Haute-Marne, tout près de BURE. Le **CEA** lance le projet d'**agro-carburants** Syndièse (voir ci-dessous).

Côté implantations, citons aussi : 45 000 m² de bâtiments à Velaines pour y stocker les pièces de rechange de toutes les centrales du parc électro-

nucléaire français, les Archives d'**AREVA** à Houdelaincourt, un bac pro électro-nucléaire en Lycée...

Bref, on verdit en surface tout le département, bien plus que chez nos voisins, on saupoudre de quelques emplois et hop le tour est joué pour nucléariser le territoire. Franchement ça va rimer à quoi dans quelques années ?

Le CEA débarque en Meuse, ça va chauffer

Non seulement, la Meuse a l'immense privilège d'être occupée (ou colonisée) par l'Andra, Edf et Areva mais le Commissariat à l'Énergie Atomique (CEA) s'y met aussi. Il veut installer un "démonstrateur semi-industriel de production d'agrocarburants 2^{ème} génération par un procédé de gazéification de biomasse (bois principalement), d'origine forestière ou agricole". Ouf ! Nom du projet : SYNDIÈSE, qui doit constituer une première mondiale (merci, en première mondiale, on a déjà trinqué avec 14-18).

Le patron du CEA, Bernard Bigot y croit en parlant de "valorisation du territoire", de "vision qui va se concrétiser au cours du siècle". L'inénarrable Christian Namy y voit "une étape décisive [...] dans l'histoire économique du département". Étape décisive dans quel sens ? Montée ou descente ?

Bon sinon, la ritournelle habituelle : projet innovant, création d'emplois à la pelle, enjeu d'avenir, retombées considérables,... Mais c'est quoi Syndièse ? En gros, on prend du bois, on bidouille avec de l'hydrogène dans le procédé de transformation et hop à

la fin on obtient du carburant pour mettre dans les bagnoles. Génial, non ? **Au lieu de transformer bêtement du bois en bûches ou en granulés pour chauffer les maisons, le CEA invente un concept qui multiplie les phases de transformation.** Et on sait que plus il y a d'étapes, plus il faut d'énergie. Syndièse va probablement consommer plus qu'il ne va produire. En effet, quelle quantité d'énergie faut-il pour la chaîne de production ? Et pour fabriquer l'hydrogène ? Au final quel sera le rendement ? Nous n'avons pu trouver aucune réponse chiffrée .

Tiens, ça rappelle Suphéphénix, un réacteur soi-disant révolutionnaire, qui au final aura consommé plus d'énergie qu'il n'en aura produit.

Et en plus pour construire le bazar du CEA, qui met la main à la poche ? Le GIP (l'argent des déchets nucléaires).

Adage du jour : Le pognon du nuc' va au nuc' !

Juste pour rire un peu : en cherchant des infos sur ce projet, on tombe sur un autre projet voisin. Et vous savez comment ils l'ont appelé ? Le projet **BioTfuel**. Véridique. Quand même au CEA, c'est vraiment des tronches, y'a pas à dire.



Ecosystèmes sous surveillance

Est Républicain du 3/05/10 :

Marie-Claude Dupuis, directrice générale de l'Andra vient de signer (le 29 avril 2010) un accord de partenariat avec l'INRA, pour l'étude des écosystèmes sur le long terme en Meuse/Haute-Marne.

EXTRAIT DU COMMUNIQUÉ DE PRESSE DE L'ANDRA : *L'accord signé ce jour marque un intérêt partagé par l'ANDRA et l'INRA, dans le cadre de leurs missions respectives, pour étudier sur une échelle spatio-temporelle exceptionnelle (une centaine d'années), l'évolution du fonctionnement des écosystèmes en lien avec les changements d'usage des sols, et dans un contexte de changement climatique. Il s'appuiera sur l'Observatoire Pérenne de l'environnement (OPE) mis en place par l'Andra en Meuse et Haute-Marne, sur une surface de plusieurs centaines de km2 et pour une durée de cent ans ou plus. La surveillance et la protection de l'environnement liées au stockage de déchets radioactifs restent du ressort de l'ANDRA.*

De deux choses l'une : si l'on en croit les prédictions de l'Andra, le stockage dans l'argile est sûr pour des milliers d'années, il ne doit donc n'y avoir aucun impact en lien (comme c'est dit si élégamment) avec les changements d'usage des sols; en clair pas de fuites, donc cet accord ne sert à rien.

Ou alors, l'Andra prévoit qu'il y aura des fuites très rapidement et donc, il faut surveiller tout de suite les écosystèmes qui seront les indicateurs de la pollution radioactive due au stockage à Bure.

Ecololand

Dammarie-sur-Saulx chauffe plus propre

Participer à un programme d'actions en faveur de la maîtrise de l'énergie...c'est le nouveau projet d'EDF, qui veut peut-être par-là faire oublier la poubelle nucléaire que l'Andra s'apprête à enfouir dans le sous-sol meusien.

Il a pour nom de code : **Villages 2050**. Objectif : aider les communes à financer des opérations qui permettront de se chauffer et de s'éclairer proprement, sans rejet de gaz à effet de serre. Deux communes ont été choisies, à proximité du labo de Bure, à titre expérimental : Epizon en Haute-Marne et Dammarie-sur-Saulx en Meuse. « *L'objectif à court terme est de diviser par deux les besoins en chauffage des bâtiments publics et d'encourager les particuliers dans une démarche de rénovation globale de leurs logements* », explique Pierre-Yves Lochet.

Les deux villages « pilotes » serviront de tests à EDF pour envisager une extension du projet sur une plus grande échelle d'ici 2020.

À Dammarie, un diagnostic thermique de 154 des 168 maisons réparties sur le territoire communal a été réalisé. Il s'avère que la moitié nécessiterait des travaux d'isolation (toiture, murs). En revanche, une quinzaine de foyers sont déjà équipés en énergies renouvelables : pompes à chaleur, panneaux solaires, photovoltaïques. Concernant les bâtiments publics, la commune est déjà engagée dans un projet de chaufferie collective à plaquettes bois.

« *On était prêt. L'étude de faisabilité a été réalisée l'an dernier. Mais EDF nous impose dans son cahier des charges l'isolation des bâtiments. La réalisation du réseau de chaleur risque de prendre du retard* » regrette le maire, Christian Lechaudel.

À terme, les riverains proches de la chaufferie - qui sera installée près de l'école - pourront aussi se raccorder à ce réseau. Dammarie serait alors une référence nationale dans les énergies propres.

GÉRARD BONNEAU - EST RÉPUBLICAIN - 05/2010

Le projet de réseau de chaleur collective à plaquette bois est évalué à 265 000 euros financés à 80 % par le GIP (fonds d'accompagnement du labo de Bure) et l'Agence pour la maîtrise de l'énergie (Ademe), le solde étant à la charge de la commune.

Notre commentaire : et les 20 % restants, ils seront financés par les tickets d'entrée pour la visite guidée d'Ecololand ?

La recette de soupe : SOUPALOSEILLE

en ces temps de crise et d'aides financières...

plutôt louches / par Sophie

**20 grosses feuilles d'oseille - 2 cuillers à soupe de farine
1 litre d'eau - 3 oeufs - crème fraîche**

Faire revenir l'oseille dans un peu de beurre / Saupoudrez de farine - Mouillez avec l'eau / Faire cuire 10 minutes - À la fin de la cuisson, jeter les blancs d'œufs dans la soupe et BIEN mélanger / Cuire jusqu'au prochain bouillon / Au moment de servir, délayer les jaunes avec la crème fraîche et ajouter à la soupe HORS DU FEU.

Cette soupe peut aussi être agrémentée de petits morceaux de pommes de terre... (à cuire en même temps)



Achat : et si l'Etat ne mettait pas largement la main au portefeuille. Imaginons un monde où le fric ne pourrait pas être un argument de persuasion, que resterait-il alors comme attrait au projet d'enfouissement nucléaire ???



GIP, un anesthésiant opaque puissant

GIP, raccourci de Groupement d'Intérêt Public Objectif Meuse. Ce serait plutôt Objectif Enfouissement, mais passons.

Derrière ce nom, se cache l'organisme chargé de distribuer l'argent des déchets nucléaires. Il doit fournir à toute personne qui le demande la liste des subventionnés. Qu'en est-il ? Le site internet du GIP est actuellement en "construction". Avant cela, pour avoir essayé, on ne pouvait trouver le détail de distribution de l'argent sur ce site (pas de mise à jour depuis... 2005). Après de nombreuses tentatives vaines par téléphone pour recevoir cette info par courrier auprès du GIP, celui-ci a informé le CDR 55 qu'on pouvait trouver la liste des "nominés" pour 2007 et 2008 sur le site internet du... Conseil Général !

Un raccourci qui trouve tout son sens quand on sait que le Président du GIP est Christian Namy, par ailleurs Président du Conseil Général de la Meuse. Selon lui, cet argent participera à l'effort pour stimuler l'économie meusienne et poursuivre la modernisation du département.

L'argent des déchets atomiques agit comme un anesthésiant puissant. En participant, depuis des années, à hauteur variable (11%, 20%, ...) à de nombreux projets meusiens, il s'immisce dans les consciences des élus locaux qui disent "On ne peut pas s'en passer". Ils entrent ainsi dans l'acceptation de l'idée de l'enfouissement, comme c'est le cas, par exemple, pour le conseil municipal de Bar-le-Duc où siègent des... écologistes.

De plus, il permet le développement de projets qui n'ont pas en soi de véritable sens comme par exemple la construction d'une salle des fêtes à Bure pour la modique somme d'1 million d'euros ! Mais qui fera la fête à Bure ?

L'économie meusienne stimulée ? L'argent du GIP sert une économie artificielle (voir position de la CCI ci-dessous). Une bonne partie de l'argent va aux projets d'EDF et du Commissariat à l'Energie Atomique (voir article page 7).

L'argent du nucléaire va au nucléaire ! En deux mots, l'argent de l'atome va servir à faire crever à petit feu la Meuse en silence et à la transformer en désert nucléaire.

Economie

Bure : la grogne des entreprises

EST REPUBLICAIN du 18/11/2009

(...) Les CCI de Meuse et de la Haute-Marne, le groupement d'entreprises Energic ne voient pas les retombées promises par EDF, AREVA et le CEA. "Je pense que nos hommes politiques sont sensibles à l'argent donné au GIP, et nous ne le dédaignons pas, mais il n'engendre pas de développement économique."

Michel Jubert, président de la CCI Meuse.

Conseil général de la Meuse : piégé !

Selon l'Est Républicain du 18 décembre 2009, les débats d'orientation du budget 2010 s'annoncent sous une dépendance accrue aux fonds de BURE : "L'impact de la nouvelle loi de finances inquiète pour les années à venir... (...) le groupement qui gère les fonds d'accompagnement de Bure prendra largement le relais en matière d'investissement."

Chaque million d'euros supplémentaire en provenance du GIP enferme un peu plus la Meuse dans sa dépendance au nucléaire.

Et dans un illusoire développement local.

GIP : oui, mais...

<<Oui, la Meuse doit disposer de fonds d'accompagnement supplémentaires puisqu'elle aura sur son territoire le stockage de déchets nucléaires. Mais elle devra assurer une meilleure répartition de ces fonds et ne pas laisser pour compte les villages situés à quelques centaines de mètres du périmètre des 10 km retenus pour bénéficier de dotations.

Depuis la loi de juin 2006, ces communes ont été totalement oubliées et l'abondement de 10 millions d'euros en 2010 n'a pas mis fin à ces injustices.>> Jean-Claude ANDRÉ (maire de Demange-aux-Eaux) - par mail Est républicain, 14/05/2010

BURE : la Meuse aux enchères... sans rien demander aux meusiens

DES SOUS, DES SOUS !

Le président du conseil général de la Meuse réclame 20 millions d'euros annuels supplémentaires alors que le département touche déjà 30 millions à titre compensatoire pour BURE et ses déchets nucléaires.

Selon l'Est républicain du 6/05/2010 Christian Namy a déclaré : « Pour Bure, La Zira est actée. Parfait. Maintenant il faut avancer. Une ré-évaluation des fonds accordés au GIP doit s'inscrire dans le temps ... Il faut donc faire évoluer la loi pour parvenir à 50 millions pour la Meuse, 30 millions pour la Haute-Marne ».

Christian Namy négocie tout seul et sans état d'âme un département, son patrimoine, son sous-sol, ses terres et... ses habitants.

Sans qu'il n'y ait jamais eu, en 16 ans, aucune consultation des principaux intéressés. A rappeler que 45 000 électeurs meusiens et haut-marnais demandent, à leurs conseils généraux respectifs depuis 2005, par voie de pétition, un référendum sur la question de l'enfouissement nucléaire sous leur pied. Sans réponse.

Le Conseil général sait pourtant qu'il sacrifie la Meuse et que le projet Bure n'est et ne sera pas porteur.

La meilleure preuve ?

Dans les 32 pages du magazine "Meuse 55" d'avril du Conseil général de la Meuse, les mots de Bure, stockage, enfouissement, déchets nucléaires, Andra, etc. n'apparaissent pas une seule fois. Seule allusion à Bure : le GIP cité 2 fois. Sauf que... qui sait que derrière ce sigle se cache l'organisme chargé de distribuer l'argent de Bure ?

Par contre on y trouve des photos d'éoliennes, de grenouilles, de chevreuils, un hommage à la belle nature meusienne.

On y parle de "Biodiversité, un capital à préserver", "L'avenir en vert", "transports éco-responsable", "de renforcer la biodiversité", "d'emplois durables"... Un lecteur qui ne connaît pas le projet de Bure ne peut en aucun cas s'imaginer que la Meuse va devenir la poubelle atomique de la France.

PROPRE ET IRRÉPROCHABLE AU DESSUS - CONTAMINANT ET DANGEREUX EN DESSOUS : telle est la politique de communication engagée depuis 2006 par le département sous la pression de l'Etat.

Alors que le premier camion-vibrateur a commencé ce mois la campagne d'annexion des 4 villages du sud meusien de la ZIRA, comment ne pas s'indigner de ces méthodes qui engagent toujours plus la Meuse dans un piège irréversible ???



Lettre ouverte de la Confédération paysanne 55

au Président du Conseil Général de la Meuse **Objet : aide du GIP Meuse à l'agriculture**

<< Le Conseil général de la Meuse est solidaire de ses agriculteurs. Il l'a montré à l'automne en votant une motion de soutien à nos revendications, notamment dans la crise laitière. Il le montre de nouveau en votant une aide exceptionnelle de 400 000 euros qui abondera les soutiens publics déjà débloqués ; un baume léger sur les plaies béantes ouvertes par cette crise issue de la dérégulation européenne.

Mais quand on découvre que ces fonds viennent du GIP Meuse – l'argent du labo de Bure –, on n'appelle plus cela de la solidarité, mais de l'achat de consciences à bon compte ! Quel paysan en difficulté financière pourra refuser ce soutien, même s'il désapprouve le cadeau empoisonné et sans doute incontrôlable, que s'apprête à faire la filière nucléaire aux générations futures ?

Que l'on soit paysan, salarié d'entreprise, propriétaire de son logement, patron de PME, commerçant, sportif, simplement citoyen : n'oublions pas que depuis quinze ans, cet argent anesthésiant s'infiltrait partout dans l'économie meusienne et haut-marnaise. Dans le but très clair de « faire accepter »... ce qui n'est pas acceptable : l'enfouissement !

Monsieur le Président, les paysans meusiens ne vous remercieront pas pour cette action facile.

Ils préféreraient qu'avec tous les élus départementaux, régionaux, nationaux et européens, vous vous joigniez à eux pour exiger des décideurs européens une véritable politique agricole avec maîtrise des volumes produits, abandon du dumping à l'exportation des excédents, priorité redonnée à l'alimentation des européens, relocalisation des productions, avec des prix rémunérateurs. Pour que l'agriculture fasse vivre ses actifs sans grossir les rangs des précaires et sans emploi. Pour que nous n'ayons pas besoin tous les deux ans d'aides au revenu.>>

Echec de l'enfouissement des déchets radioactifs en Allemagne : des leçons à tirer pour la France ?

L'ancienne mine de sel d'Asse, dans le Nord de l'Allemagne, qui accueille depuis plus de 40 ans des déchets nucléaires de faible et moyenne activité à vie longue (FAVL et MAVL) est à nouveau au cœur d'un scandale passé sous silence en France. Dès les premiers dépôts, ce « centre de recherche modèle », présenté comme parfaitement étanche, était déjà sujet à des infiltrations d'eau. Aujourd'hui, ce ne sont pas moins de 12 m³ d'eau qui pénètrent chaque jour dans la mine ; des affaissements ont déjà eu lieu, les galeries fragilisées menacent de s'effondrer sur les déchets et la saumure dans laquelle baignent les fûts risque à moyen terme de contaminer les nappes phréatiques et les sols d'une région entière. Notons enfin la présence de 28 kg de plutonium (dont 10 microgrammes suffisent à tuer un être humain) au milieu des déchets de faible et moyenne activité... La catastrophe est imminente, plus seulement pour d'hypothétiques générations futures, mais dans les décennies à venir !

Devant cet état de délabrement dénoncé depuis des années par les populations locales, le Ministre de l'Environnement et de la Sécurité Nucléaire Norbert Röttgen (CDU, conservateur) préconise comme réponse provisoire de retirer de l'ancienne mine les 126 000 fûts, dont on ignore l'état de corrosion. Dix années au moins seront nécessaires pour cette opération, dont le coût est estimé par les autorités à 3,7 milliards d'euros. Les associations appellent à mettre en œuvre au plus vite cette option, la « moins pire de toutes ». Toutefois, elles soulignent que le problème des déchets n'en sera pas réglé pour autant, et continuent de dénoncer une gestion irresponsable. (...)

22/02/2010 : COMMUNIQUÉ DU RÉSEAU SORTIR DU NUCLEAIRE

A savoir que Berlin a décidé en 2000 de fermer les 17 centrales nucléaires du pays, au plus tard en 2020, mais le nouveau gouvernement d'Angela Merkel envisage désormais de repousser à plus tard ces fermetures.

Ce nucléaire qu'industriels et certains états vantent comme solution à l'effet de serre, au réchauffement climatique etc., n'est-ce pas juste un cadeau empoisonné pour les générations à venir ? Qui va gérer en effet les déchets et comment ? Combien de temps va-t-on repousser la décision d'en sortir, en France comme ailleurs ?

Le prix de l'électricité va augmenter !

Une hausse rendue inévitable (...) par les investissements d'EDF : modernisation et renouvellement de ses 58 réacteurs nucléaires, des lignes à haute tension et du réseau de distribution, dont la dégradation suscite désormais la colère ouverte des collectivités concédantes. EDF a d'abord besoin d'investir dans la maintenance (...). **EDF va aussi prolonger de 30 à 40 ans la durée d'exploitation des réacteurs** pour un coût estimé à 600 millions par unité, soit 35 milliards d'ici à 2030, a récemment annoncé M. Proglia. **Il envisage même de la porter à 60 ans**, comme aux Etats-Unis. Sans compter la construction du réacteur EPR de troisième génération, (...) pour une facture totale de 10 milliards d'euros. *Source Jean-Michel Bezat / Le Monde - 25/05/2010*

Le nucléaire, classé Secret défense

François Roussely, l'ancien président d'EDF, a remis à Nicolas Sarkozy le 11 mai dernier son rapport sur l'organisation industrielle de la filière nucléaire civile française. Ce rapport aurait été classé "Secret défense" par l'Elysée. Curieux ou inquiétant ?

Nucléaire : la fuite en avant... jusqu'à l'accident ?

Des incidents inquiétants à la centrale de Cattenom... qui n'inquiètent pas l'Autorité de Sureté Nucléaire (ASN) !

Le Réseau « Sortir du nucléaire » alerte sur les dangereuses conséquences de la course à la productivité dans les centrales nucléaires françaises.

Pour répondre au double objectif de diminution des coûts de production de l'électricité et d'augmentation de la productivité, les exploitants ont fait le choix d'économiser sur la maintenance ; choix d'ailleurs dénoncé de plus en plus haut par les travailleurs du nucléaire eux-mêmes. La centrale de Cattenom en Moselle vient de nous fournir un exemple ahurissant de cette politique.

Dans les dernières semaines, elle a connu toute une série de dysfonctionnements, à commencer par deux arrêts automatiques, l'un dû à un problème technique sur une turbine et l'autre à un faux signal. Surtout, deux barres de contrôle, éléments cruciaux pour prévenir l'emballement du réacteur, sont restées bloquées en cours de route avant une opération de déchargement du combustible. Un "incident" symptomatique d'inquiétants dysfonctionnements et de la fatigue du réacteur, et dont la fréquence s'est accrue ces dernières années dans les centrales françaises ; tout comme les spectaculaires accrochages d'assemblages de combustible aux mécanismes du couvercle de la cuve du réacteur...

En dépit de ces problèmes, Stéphane Dupré La Tour, directeur du site, espère cette année porter la production à 39 milliards de kilowattheures (TWh), contre 33 TWh l'année écoulée ! Une hausse qui ne correspond à aucun besoin de consommation, dans un pays en surproduction chronique...

Les conséquences de cette course à la productivité sont d'autant plus inquiétantes que cette série d'"incidents" n'a pas été relayée par les médias français... et que l'ASN elle-même est restée muette ! Où est la prétendue transparence quand le « gendarme du nucléaire », dont la mémoire semble d'ailleurs disparaître, ne signale plus du tout les incidents ?

Cette fuite en avant les yeux fermés est gravissime. N'attendons pas un accident pour y mettre fin, et sortons du nucléaire au plus vite !

RESEAU SORTIR DU NUCLEAIRE / 06/04/2010



Chers €lus

03/12/2009 à Bar le Duc :

Le ministre de l'espace rural, **Michel Mercier s'est dit "époustoufflé" et a salué la citoyenneté des Meusiens** qui ont accepté Bure, en rappelant que les fonds d'accompagnement passeront de 20 à 30 millions d'euros dès 2010. Apprenez, cher Monsieur, que les Meusiens n'ont rien accepté du tout.

Mi-décembre 2009 :

La municipalité PS/PC/Écologistes de Bar-le-Duc, "se félicite" unanimement de recourir aux fonds d'accompagnement de BURE (GIP) tout en refusant le débat : " *Ne nous emmenez pas sur ce terrain-là, il est miné*".

ER du 18/12/09

Daniel LHUILLIER " *Nous n'accepterions pas qu'ils [les fonds d'accompagnement du laboratoire de Bure versés au GIP Objectif Meuse] constituent un quelconque achat des consciences ...* "

Super mais y'a juste un p'tit problème, c'est que justement, les sous de Bure, ils sont là pour ça.

Bertrand PANCHER

ER du 9/01/10

" *La Meuse sera la porte d'entrée du futur plus grand chantier de la Meuse, celui de la gestion des déchets nucléaires*"

ER du 17/01/10 : L'autre belle victoire : " *La décision de Jean-Louis Borloo (le ministre de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de la Mer) de faire passer l'enveloppe annuelle au profit du GIP du laboratoire de Bure de 20 à 30 millions d'euros ...*" Mais le député a pris soin de préciser qu'il n'y aurait pas de passage en force sur le stockage de déchets nucléaires.

Woua, trop cool, on va demander l'avis aux Meusiens ?

ER du 28/12/09 " *La décroissance n'est rien de moins que la seule utopie du XXI^e siècle.*"

ER du 19/01/10 " *Il est urgent d'enrayer l'érosion de la biodiversité.*"

Ce qu'il est urgent d'enrayer, ce sont les déclarations de Pancher . On fait une pédition ?

France 3 - "La voix est libre" du 10 avril 2010 - visible en ligne.

" *L'environnement est évidemment compatible avec les déchets radioactifs !*"

" *Les inconvénients de la Meuse, la forêt et l'agriculture deviennent des atouts grâce au Commissariat à l'Énergie Atomique*"...

A voir absolument, un régal, Pancher en VRP virtuose du nucléaire !

ER du 10/01/10

Gérard LONGUET Parlant du site de Bure et de la manne financière qu'il génère, il exhorte les élus à ne pas se chamailler sur la distribution de l'argent à court terme mais de s'en servir pour des projets ambitieux à long terme. " *Nous ne sommes que les maillons d'une chaîne. Il faut transmettre un patrimoine en ayant fédéré toutes les bonnes volontés. Nous devons garder l'appétit de travailler ensemble et le bon sens pour réussir sur le plan collectif.*" Transmettre une poubelle atomique à nos enfants, ça c'est un projet ambitieux.

ER du 16/10/09

Claudine BECQ-VINCI " *Les gens ne savent pas qu'on vit bien en Meuse. Il faut communiquer sur notre bon vivre, notre bien vivre.*" Avec des déchets atomiques sous les pieds pour leur tenir chaud ?

ER du 12/02/10

André JANNOT " *On a la chance d'avoir Bure*".

D'ailleurs, la France entière nous envie.

ER du 18/11/09

Christian NAMY à propos de Bure : " *C'est le meilleur site d'Europe. Donc, il se fera*". Dans Europe, il ya Euro(s) !

BREVES

CLIS de Bure comité fantoche ?

Christian Bataille parti, un nouveau président (M. Canova) élu, le CDR55 a décidé de siéger de nouveau au bureau du CLIS de BURE.

Le gouvernement avait demandé en décembre 2009, pour fin janvier 2010, les avis de l'ASN (Autorité de Sûreté nucléaire), de la CNE (Commission Nationale d'Évaluation) et du CLIS de BURE sur le choix de la Zone retenue (ZIRA). ASN et CNE ont donné un feu vert immédiat, ce qui n'est pas surprenant. Le CLIS ayant demandé un délai pour rendre son avis, a lancé un appel d'offre pour réaliser une contre-expertise des travaux de l'Andra. Pourtant le gouvernement s'est assis sur cette demande par un arrêté préfectoral début mars, donnant à l'Andra toute latitude pour annexer cette zone. Le 02 avril 2010, dans l'ER, son nouveau président, J.L. Canova a déclaré : *Va-t-on permettre au CLIS de mettre en œuvre de façon effective sa mission de suivi ? Ou sommes-nous un comité fantoche mis en place parce que c'est une obligation et dont les gentils membres, quel que soit leur avis, peuvent toujours « brailler dans le désert »*

Inquiétude

" *C'est au sein de la conscience de chacun que se joue l'avenir de la Terre et de l'Humanité*".

" *Il nous faut agir sur le court, le moyen et le long terme pour assumer nos responsabilités envers toutes les générations de Meusiens*".

2 phrases extraites du magazine du mois d'avril du Conseil Général de la Meuse (Directeur de publication : Christian Namy, président) Christian, tu nous fais quoi là, une p'tite crise mystico-écologique ? Ressaisis-toi, tu nous inquiètes !

Energie solaire : circulez, il n'y a rien à voir !

Par Ariane Vennin

Avocate et Porte-Parole d'Ecologie sans Frontière L'EXPANSION - LA CHAÎNE ENERGIE / 25/05/2010

<< **Qu'elles semblent loin les ambitions gouvernementales de bâtir une véritable industrie du solaire ! La France doit se réveiller, sinon, dans 10 ans, ce seront des Chinois qui poseront nos panneaux...**

Le Grenelle de l'environnement a permis au Gouvernement d'annoncer des choix courageux dans l'optique de faire du solaire un mode de production d'énergie complémentaire du nucléaire. Tout le monde a suivi le Gouvernement dans sa démarche: les Français ont fait confiance à Nicolas Sarkozy quand il a dit vouloir «bâtir une véritable industrie solaire en France». Les Français ont fait confiance à Jean-Louis Borloo lorsqu'il a promis de «faire sauter un à un tous les freins au développement du photovoltaïque». Aujourd'hui, les citoyens et les entrepreneurs qui y ont cru et qui y ont investi se sentent trahis.

Grenelle 2 : le volte-face de l'Etat

Au cours des 3 derniers mois, le gouvernement a baissé les tarifs de rachat de l'énergie solaire photovoltaïque par le biais de cinq arrêtés réglementaires tous plus illégaux les uns que les autres. Si la baisse des tarifs n'est pas contestée par les acteurs de cette filière, c'est sa rétroactivité sur les projets développés en 2009 qui leur pose problème : la rentabilité d'un investissement qui passe subitement de 60 cents d'euro à 42 cent d'euro n'est pas là même, et tous les plans de financement s'écroulent, ce qui paralyse la filière... Ainsi, face à la multitude de recours juridiques engagés par tous les acteurs de cette filière (agriculteurs, industriels, développeurs etc... plus de 90 requérants dénombrés à ce jour), le Gouvernement a fait adopter dans l'article 33 du Grenelle 2 un amendement de validation de ses arrêtés rétroactifs, afin d'empêcher tout recours. Donc, non content d'avoir changé les règles du jeu en cours de partie, le Gouvernement empêche aussi l'exercice du droit de recours. Circulez, il n'y a rien à voir...

C'est une atteinte à un droit fondamental qui me paraît scandaleuse.

Au-delà de ce cas particulier, la situation est incompréhensible. Parce qu'après avoir encouragé pendant trois ans la création d'une véritable filière industrielle solaire, créatrice d'emploi et de valeur pour notre pays, on fait marche-arrière uniquement par manque d'ambition politique. Est-ce cela la «croissance verte»? Pourtant, en la matière, la France est très compétitive. Sans compter sa place de leader mondial du BTP. Or il y a des convergences très prometteuses à trouver entre le solaire et le BTP. Et cela représente un potentiel de croissance et d'emploi considérable... En Allemagne, par exemple, la filière a permis de créer 300 000 emplois. Aujourd'hui, la France dispose de savoir-faire uniques. Doit-on les encourager ou les abandonner? La question est là : soit on se donne les moyens de mettre en place une véritable complémentarité entre le solaire et le nucléaire, soit dans dix ans on fait appel aux Chinois pour qu'ils viennent le faire à notre place... >>

ACTION CRIIRAD

PÉTITION contre l'ajout de substances radioactives dans les biens de consommation.

- Après la "réutilisation" des déchets miniers dits "stériles" des mines d'uranium du Limousin... (il y a déjà des lustres en 1975-1980) dans la construction des routes et autoroutes locales,

- Après l'affaire des casseroles radioactives, il y a quelques années,

- Après quelques initiatives scandaleuses plus récentes SOCATRI, FEURS METAL (voir site de la CRIIRAD)

Nouvelle tentative, un arrêté a été pris le 5 Mai 2009, par les ministères de la santé, de l'économie, de l'écologie, afin de permettre "l'ajout de substances radioactives dans les biens de consommation et les matériaux de construction". Fin 2009, la CRIIRAD a envoyé à ses adhérents un dossier explicatif et des cartes postales à renvoyer aux 3 ministères pour demander l'abrogation de cet arrêté. Mais cela ne suffira pas, la CRIIRAD demande donc au plus grand nombre de citoyens de relayer, d'appuyer sa demande d'abrogation.

www.criirad.org - contact@criirad.org

Tchernobyl - 24 ans catastrophe sanitaire permanente
Lors de la manifestation à Bonnet le samedi 24 avril, les participants ont fait une minute de silence en mémoire aux victimes de cette catastrophe qui perdure...

78 euros ont été récoltés pour aider l'Institut Belrad, seul organisme à soigner les habitants contaminés. Si vous voulez faire un don, vous pouvez l'envoyer au CDR55, qui fera suivre.

Votre adhésion et les dons servent à imprimer cette Lettre d'information, à organiser des actions, au tirage de tracts et affiches pour ces derniers mois, à aider diverses associations, à commander des brochures d'informations, à payer des frais de déplacements, etc. MERCI !

Le monde est dangereux à vivre ! Non pas tant à cause de ceux qui font le mal, mais à cause de ceux qui regardent et laissent faire. [Albert Einstein]

Vous souhaitez être tenus informés par internet entre 2 bulletins, merci de nous communiquer votre adresse à : burestop.cdr55@free.fr

Merci de votre soutien, rejoignez-nous !

CONTACT / ADHÉSION

➔ **BUREAU STOP / CDR 55** : 1, sentier de Guédonval - 55000 Bar-le-Duc

Tél. 03 29 45 11 99 (laisser message sur le répondeur) - burestop.cdr55@free.fr

➔ **Les Habitants vigilants du canton de Gondrecourt-le-Château** :

2 chemin de Vaurine - 55130 Gondrecourt - habitantsvigilants@orange.fr

site internet www.burestop.org